

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

	Un an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Départements. .	36	18	10
Etranger. . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR - GÉRANT : SOBRIER

« Se raille à notre bannière qui vaudra, l'attaque qui l'ose ! »

Nous prions les républicains démocrates qui trouvent que notre journal la *Commune de Paris* a déjà rendu quelques services à la cause du peuple de contribuer dans la limite de leur influence à sa propagation et à sa durée. La création de ce journal, toute spontanée au milieu des barricades, n'est pas une œuvre de spéculation, mais une œuvre de dévouement.

Paris, 28 avril.

Les peuples ont compris notre révolution et ils y répondent chaque jour par des actes révolutionnaires. Les tendances de l'humanité sont républicaines, et si la France, cette sublime école des peuples, doit être fière de son initiative, elle doit aussi ne pas déclinier la responsabilité de ce grand mouvement. L'abandonner à lui-même ce serait plus qu'une abdication, ce serait une infâme désertion. Notre République est le salut de l'humanité; c'est par elle, par ce gouvernement de la souveraineté de tous, par tous et pour tous, que les hommes seront à jamais relevés de leur déchéance, affranchis de cette servitude qu'ils subissent depuis tant de siècles au profit mais à la honte de ces aristocraties insatiables qui se retrouvent partout, en tout temps et qui s'appellent féodalité, église, bourgeoisie. C'est par elle que la devise inscrite sur nos drapeaux, *Liberté, Égalité, Fraternité*, développée par les institutions politiques, sera réalisée par la volonté de tous, au profit de tous. C'est par elle que tous les peuples qui souffrent et qui demandent, sans l'obtenir jamais, au travail opiniâtre un adoucissement à leur misère, c'est par elle que ces peuples, opprimés et oppresseurs, Anglais ou Irlandais, Slaves ou Russes, seront sauvés, régénérés. Voilà ce que la République nous promet pour nous et pour nos frères de tous les pays. Cela vaut que l'on s'y dévoue tout entier si nous voulons continuer la grande œuvre traditionnelle de la France. Nous avons l'humanité à sauver, et nous ne devons pas plus désertir sa cause que ne l'ont fait nos pères les montagnards de 92 et 93, dont nous acceptons l'héritage tout entier, sans réserve.

Entendez-vous, citoyens membres du Gouvernement provisoire ? le tocsin sonne dans le cœur de tous les peuples. Leurs bourreaux, dont l'oreille est restée sourde aux cris de leurs victimes, sont effrayés de ce tressaillement intérieur que chaque peuple se communique, et ils balbutient dans la peur quelques concessions. Il est trop tard, l'un de vous l'a dit. La royauté s'en va, le peuple arrive. Partout la démocratie à répandu ses doctrines régénératrices, et votre devoir est d'aider à l'organisation des sociétés sur ses larges bases. Vous ne faillirez pas à ce devoir, ce serait un crime, et la France, qui se donnera une constitution démocratique en dépit de tous les obstacles que le privilège et la richesse voudront lui opposer, vous en demandera un compte sévère. N'oubliez plus qu'après la législature est venue la Convention.

LA FRANCE ET L'EUROPE.

Aurons-nous la guerre ? Conserverons-nous la paix ? Telle est aujourd'hui la préoccupation vive d'un grand nombre d'esprits.

A nos yeux, la guerre est impossible; ou si, malgré nos prévisions, une nouvelle fois nous prenons les armes, ce sera une terrible lutte corps à corps entre l'esprit nouveau et l'esprit ancien, entre la civilisation qui sans cesse marche en avant, et la barbarie qui sans cesse veut s'arrêter ou rebrousser chemin.

Notre révolution de février, unique dans l'histoire par sa rapidité, par sa facilité à renverser les obstacles qu'on croyait pouvoir lui opposer, a aussi présenté ce singulier caractère qu'à peine éclos, elle a été reconnue valable, fait indétructible, par tous les cabinets de l'Europe. C'est que le jour des peuples est enfin venu. Leur voix s'est fait entendre, et aussitôt l'horizon politique s'est agrandi. Un nouvel élément est entré dans le monde social conventionnellement créé et arrangé par les diplomates. Les cabinets ont été obligés de prêter l'oreille à cette voix formidable qui répondait Liberté, Égalité, Fraternité, au sublime tocsin sonné par les fusils des barricades parisiennes. C'était le clairon de la grande Josaphat des nationalités. Celles-ci, entendant cet appel, ont cherché aussitôt à se reconstituer. Les membres dispersés des grandes familles euro-

péennes se sont tous acheminés vers leur tronc respectif. Paris, qui avait donné un asile à tant d'illustres exilés, leur a ouvert par sa victoire le chemin de la patrie. Ils sont partis, et rentrés au sein de la famille, ils ont raconté à leurs parents, à leurs amis, Slaves, Allemands, Italiens, ce qu'ils avaient vu accomplir par leurs frères de France.

Dès lors la grande union fraternelle des peuples a été conclue, seule union basée sur les sympathies et la sauvegarde mutuelle des droits et des intérêts de tous.

Maintenant donc, toute lutte de peuple à peuple est impossible. Un seul combat reste peut-être à livrer encore, combat formidable des opprimés contre les oppresseurs, des conquies contre les conquérants. D'un côté est la justice, de l'autre l'iniquité. Le jour de la justice ne serait-il point venu en même temps que celui des peuples ? Nous ne pouvons le croire, surtout quand nous réfléchissons à ce qui se passe en Italie, en Prusse, en Hongrie.

Les peuples aujourd'hui refuseront de marcher contre les peuples, car ils comprennent que la guerre de peuple à peuple est une guerre fratricide. L'on abolit la peine de mort, le combat singulier n'est plus en honneur dans l'opinion publique; comment alors croire encore possibles les massacres en masse ? Le temps des conquêtes est passé; les peuples ne seront plus assez insensés pour vouloir s'entre-égorger comme bêtes fauves quand ils peuvent s'embrasser comme frères.

La lutte ne saurait donc être que de cabinets à peuples, lutte toute intérieure d'abord et qui demande une première victoire pour devenir extérieure. Or, que pourrait faire de prétendus hommes d'Etat s'ils méconnaissent la grande loi de l'humanité, primant la loi des individualités politiques, et qui est aujourd'hui proclamée d'un bout de l'Europe à l'autre ? C'est cette loi qui, franchissant fleuves et montagnes, citadelles et places fortes, doit sauver l'espèce humaine du plus horrible des fléaux.

Qu'on jette les yeux sur l'Europe.

L'Anglais, oubliant une vieille rancune, nous envoie des adresses et proclame notre grandeur, pendant que les politiques ont à compter avec l'Irlande, debout dans son lincoln et prête à le rejeter. — Que le cabinet de Saint-James y prenne garde; que les oligarques avisent. La guerre qu'ils pourraient considérer comme une planche de salut serait leur mort : car à côté de l'Irlande prête, les armes à la main, à demander réparation d'une suprême injustice, il y a le hideux paupérisme qui ronge, comme un ver, le cœur de cette société égoïste et privilégiée.

En Russie, sans doute, des éléments divers se trouvent rassemblés sur un sol immense. A côté de serfs qui dans ce monde ne connaissent que le czar et Dieu dans l'autre, il y a les descendants des vieux boyards, nourris de notre littérature et habitués à l'indépendance de nos idées par par leurs voyages incessants à travers l'Europe; il y a les Cosaques, descendants des anciennes peuplades indépendantes de l'Ukraine et des plateaux intérieurs de la Russie, population plus intelligente qu'on ne le croit généralement et qui a souvent témoigné fort peu de souci de l'autorité arbitraire de Nicolas. Enfin, comme l'Angleterre, la Russie a deux vautours attachés à son sein : le Caucase, qui a un chef habile et de fortes positions; la noble et brave Pologne, qui, immortelle comme les grands peuples et les grandes idées, sort une nouvelle fois de son sépulcre en appelant aux armes tous ses enfants, tous les Slaves, et aussi tous ceux pour lesquels elle a versé son sang généreux !

La Prusse, l'Autriche, chancellent plus encore. Etats factices, formés de pièces rapportées, sans cohésion solide, rassemblées dans cent dépouillements, aujourd'hui ils sentent tous leurs membres se disloquer pour se reconstituer selon la justice et les nationalités.

Au premier coup de canon, l'Europe se scinderait en deux camps. Les grandes familles de peuples viendraient avec nous dans l'un... Les individualités monarchiques, oligarchiques seraient dans l'autre.

Il y aurait cependant pour ces individualités un bien plus beau rôle à jouer que de lutter ainsi contre de légitimes prétentions populaires. Qu'elles prennent avec franchise, avec désintéressement le mouvement dans la voie de la justice. Alors leurs forces particulières, si considérables déjà, seront décuplées. Notre Europe, les beaux jours de la Grèce et de Rome sur une

échelle immense, et le nom de ces hommes d'Etat passera à la postérité chargé des bénédictions des peuples.

ARMÉE.

La monarchie avait ses raisons pour multiplier le nombre des fonctionnaires; la République ne doit pas oublier qu'elle prend l'engagement de gouverner à bon marché, et que pour arriver sûrement à ce résultat, elle doit s'attacher dès son début à supprimer les emplois qui ne lui seront pas reconnus indispensables pour assurer les différents services.

Sous l'Empire, le grade de major n'existait pas dans les régiments; ces fonctions étaient remplies par un officier supérieur dont le grade correspondait à celui de lieutenant-colonel actuel : il y avait donc un officier supérieur en moins par régiment; les affaires n'en allaient pas moins bien. Ce n'est que sous la restauration qu'on créa le grade de major, et par un but purement politique on conserva aussi celui de lieutenant-colonel. Dans les légions commandées par des hommes de la réaction de 1815, par des colonels improvisés et incapables, on eut soin d'y placer des lieutenants-colonels, anciens militaires et capables d'exercer le commandement.

Ces raisons n'existent plus, Dieu merci, de nos jours. Nous pensons, en conséquence, qu'en conservant les majors des régiments comme chefs de l'administration et pour commander les dépôts en temps de guerre, on pourrait, sans nuire le moins du monde au bien du service, supprimer le grade de lieutenant-colonel.

La présence dans un régiment d'un colonel et d'un lieutenant-colonel est souvent le prétexte de divisions parmi les officiers, lesquelles, prenant leur source dans les raisons les plus futiles, n'en sont pas moins déplorables et nuisibles à l'esprit de corps.

Une partie des officiers sympathise avec le colonel, les autres se rangent du côté du lieutenant-colonel. Quand ces deux officiers supérieurs sont également capables, le second est obligé de s'effacer et de s'annihiler complètement s'il ne veut pas donner naissance à des méintelligences fâcheuses. Si l'un des deux est incapable, c'est toujours celui dont le mérite domine qui exerce le commandement. Ce que nous avançons ici est l'histoire des deux tiers des régiments; cela est connu de toute l'armée. Ainsi puisque le colonel ou le lieutenant-colonel est destiné, le plus souvent, à être nul la plupart du temps pour le service, il n'y a donc pas d'inconvénient à supprimer les lieutenants-colonels.

La réorganisation de l'armée va faire admettre à la solde de retraite un grand nombre de colonels et de lieutenants-colonels; ce serait le moment de faire la suppression que nous proposons sans faire aucun mécontent. Il faudrait confier le commandement des régiments aux colonels et lieutenants-colonels, indistinctement, ayant la vigueur et la capacité désirables et sur le patriotisme desquels la République pourrait compter : les premiers seraient colonels de première classe et les seconds de deuxième classe; les uns et les autres conserveraient leurs émoluments actuels. Il y aurait là une économie notable à faire, et nous sommes bien persuadés que toute l'armée reconnaîtrait avec nous que les régiments n'auraient jamais été mieux commandés.

Admettons que le commandement de la moitié des régiments soit confié à des lieutenants-colonels, il y aurait une économie de :

102 lieutenants-colonels d'infanterie supprimés, recevant par an (toutes les prestations comprises).	Fr. 5,200	530,400
62 lieutenants-colonels de cavalerie.	6,633	411,370
15 lieutenants-colonels d'artillerie.	7,635	114,525
5 lieutenants-colonels du génie.	6,870	20,610
31 régiments d'infanterie commandés par des lieutenants-colonels, différence de solde du colonel au lieutenant-colonel (toutes les prestations comprises), par an	820	41,820
31 régiments de cavalerie commandés par des lieutenants-colonels.	920	28,520
7 régiments d'artillerie, id.	1,170	8,190
1 régiment du génie, id.	1,070	1,070
	Fr. 1,156,505	

CARRIÈRES.

Il y a quelques jours, en signalant la plainte des malheureux ouvriers attachés aux carrières de Montrouge, nous demandions justice contre l'oppression dont ces ouvriers avaient été victimes.

Nous venons encore aujourd'hui protester, au nom d'une partie de la population de Montmartre et de plusieurs centaines d'ouvriers, contre la négligence et l'incurie de l'administration en ce qui concerne l'exploitation des ouvriers de cette commune.

Chacun se rappelle avec effroi qu'il y a trois ans, le jeu de la mine a fait écrouler plusieurs maisons voisines de la carrière Hériché, ou du moins a puissamment contribué à l'écroulement.

Le propriétaire n'en continua pas moins l'exploitation, et les cavages s'étendant jusque sous le télégraphe et même jusque sous l'église, on tremblait à chaque détonation de voir s'engloutir les deux monuments et avec eux les maisons à la fois si nombreuses et si peuplées de la rue des Rosiers tout entière.

L'effroi des habitants de Montmartre était au comble.

Il est certain que le télégraphe, l'église et les maisons adjacentes ont été fortement ébranlés et menacent ruine.

L'administration supérieure reçut plainte sur plainte. Car, hâtons-nous de le dire, aux termes du règlement général de 1815, la surveillance et la police des carrières à galeries souterraines n'appartiennent point à l'administration locale; elles sont exclusivement réservées aux inspecteurs des mines, minières et carrières.

Eh bien ! nous le demandons, pendant ces trois dernières années, quand chaque jour notre habile carrier violait, au su et vu de tout le monde, les lois, règlements et arrêtés, quand chaque jour la sûreté des personnes et des propriétés était mise en péril, où était l'inspecteur de cette carrière ?... Que faisait-il pour prévenir et arrêter le mal ?... Sur combien de ses procès-verbaux de contravention le conseil de préfecture fut-il appelé à statuer ?...

Cependant le péril devenant extrême, force fut bien à l'administration de faire droit aux justes plaintes qui lui étaient adressées à cet égard. L'exploitation dut cesser le 31 décembre 1847, et les remblais commencèrent.

Mais quelles étaient alors les charges imposées par la loi au propriétaire de la carrière abandonnée ?

Quel était aussi le devoir de l'inspecteur ?

Le règlement de 1815, d'une part, fixe à 0,45 cent. la pente qui doit être donnée au talus par le maître carrier, et, d'autre part, impose aux inspecteurs des carrières l'obligation de s'assurer si les masses de la carrière qu'on se propose de fermer sont solides, si les piliers sont suffisants pour supporter le sol ou masse superficielle.

Ces prescriptions sont formelles; elles intéressent au plus haut point la sûreté publique.

Et pourtant, chose inouïe ! la pierre a été coupée à pic et à une hauteur prodigieuse, sans que l'inspecteur s'y soit le moins du monde opposé, que nous sachions !

Et, chose plus étrange encore ! les remblais s'effectuent au devant de la carrière, les entrées des cavages vont se trouver fermées sans que l'administration en ait fait préalablement constater l'état, et lorsque, au contraire, des craquements effrayants se font entendre de toutes parts; lorsque les masses de pierres se détachent d'elles-mêmes, lorsque la butte entière de Montmartre tend à s'écrouler et à engloutir tous les ouvriers des ateliers nationaux occupés aux terrassements et encore une portion des habitants de cette commune !

Pourquoi tant de complaisance à l'égard du propriétaire de la carrière ?

Pourquoi tant de négligence en présence d'un si grand péril ?

Que l'administration avise ! qu'une enquête vienne immédiatement apporter un remède salutaire et rendre la tranquillité à cette commune importante !

Prévenons le mal... avant peu nous aurions à le déplorer.

A. S.

Recommandé au citoyen ministre de la guerre

On nous communique la note suivante.

« Le journal la *Sentinelle de l'Armée* considère comme une Saint-Barthélemy la juste mesure qui a été prise ayant pour objet de mettre à la retrai-

te quelques officiers généraux, et dont plusieurs, ajoute le citoyen Maudhui, s'y trouvent déjà ou sont morts. Dans ce cas, il serait très-convenable de remplacer ces derniers par ceux dont la conservation à l'activité est un déni de justice, savoir :

« Les généraux de division Lascaux et le marquis de La Maisonfort.

« Le premier commandait la brigade qui a opéré rue Transnonain.

« Le second, rentré de l'émigration en 1814, servait dans les rangs autrichiens. Colonel aux gardes-du-corps, compagnie de Grammont, le marquis de La Maisonfort, rallié du faubourg Saint-Germain, est devenu maréchal de camp et lieutenant général sous le gouvernement de Louis-Philippe !

« Les généraux de brigade Carrelet et Gauthier, dit Laverderie, ne figurent pas davantage dans la Saint-Barthélemy de la Sentinelle, et c'est un tort qui leur est fait.

« C'est Carrelet, colonel commandant la garde municipale pendant quatre ans, qui avait provoqué l'armement des sous-officiers de ce corps avec des fusils à deux coups dont la baïonnette avait la forme d'un poignard. Ces armes étaient si meurtrières, qu'on fut contraint de renoncer à leur usage, les hommes se trouvant exposés à se blesser eux-mêmes en les maniant.

« On ignore comment Carrelet, lieutenant en 1815, a quitté l'armée; mais on sait que, capitaine trésorier de gendarmerie en 1850, il était plein de dévouement pour la duchesse d'Angoulême. Il est aujourd'hui général de brigade, et, assuré-t-on, un chaud partisan de la République.

« Le général Gauthier, dit Laverderie, est entré au service à l'époque de nos désastres, c'est-à-dire en 1815. Il était officier dans la garde royale. A ses yeux, rien n'était plus noble et plus digne que de servir et mourir pour son roi, Louis le Désiré.

« Le lieutenant de la garde royale professait hautement ses opinions royalistes, quand, par suite de la révocation de M. Gauthier son père, directeur des postes à Marseille, il se fait conspirateur !

« Si l'on désirait connaître les motifs de cette révocation, le citoyen Arago, directeur général des postes, pourrait facilement fournir des renseignements.

« Nommé chef d'escadron de gendarmerie en 1850, Gauthier ne met pas de bornes à son admiration pour les princes. Il obtient le commandement de la compagnie de la Seine, et, en cette qualité, il se multiplie pour servir Gisquet. En un mot, ce général, à la fois de salon et de géologie, n'est point admis à faire valoir ses droits à la retraite ! L'on demande pourquoi il ne serait pas classé dans le rang des généraux que la Sentinelle assure se trouver déjà retraités ou décédés. »

La Société d'économie politique a protesté auprès du Gouvernement provisoire contre le décret qui supprime la chaire d'économie politique au collège de France. Le citoyen Lamartine a reçu la députation et a répondu en ces termes :

« Messieurs,

« Je ne puis me persuader que les intentions si éclairées et si larges de mon excellent collègue et ami M. Carnot aient été bien comprises par la société des économistes. Il ne saurait entrer dans la pensée d'un gouvernement fondé sur le travail et l'intelligence, d'imiter des époques d'intolérance, de nier à une science naissante son droit d'éclairer les esprits et les intérêts et de mettre le pied du pouvoir sur aucun germe de vérité pour l'écraser : non, je suis sûr, au contraire, que l'intention du ministre a été de multiplier sous d'autres formes l'enseignement de cette science, qui n'est plus seulement une science spéculative, mais qui doit devenir, selon moi, une science administrative.

« Mais cette science, citoyens, ne doit plus être, comme autrefois, la science de la richesse. La République démocratique doit et veut lui donner un autre caractère. Elle veut en faire la science de la fraternité, la science par les procédés de laquelle non-seulement le travail et ses fruits seront accrus, mais par laquelle une distribution plus générale, plus équitable, plus universelle de la richesse s'accomplira entre le peuple tout entier. L'ancienne science ne s'occupait qu'à faire des individus riches; la nouvelle s'appliquera à faire riche le peuple tout entier.

« Entre les théories qui se présentent pour atteindre ce but, il y en a de fausses, il y en a de douteuses, il y en a de vraies; c'est à vous de précéder le Gouvernement pour l'éclairer dans le choix des moyens pratiques, d'exciter le travail et d'élever la condition des masses sans diminuer l'aisance des industriels, des propriétaires, sans attenter surtout à la liberté des capitaux, qui disparaissent aussitôt qu'on menace leur indépendance.

« Concilier la propriété, ce fondement de la famille, cette source de la population, cette émulation de l'agriculture, avec la liberté du travail, l'accroissement des salaires, voilà le problème; tout autre est mal posé; c'est une subversion au lieu d'une amélioration. La République n'est pas née pour détruire, mais pour améliorer les conditions du travail et de la propriété.

« Ce problème, étudiez-vous à le résoudre dans l'esprit de la République nouvelle et régulière que la France veut et qu'elle aura, et n'oubliez pas que pour le résoudre, il faut écrire au-dessus de toutes nos théories un principe divin qui les consacre : Dieu, le peuple et la fraternité ! »

On voit que le citoyen Lamartine, autant que tout autre, comprend la portée sociale de la révolution. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'il

s'appliquera à en déduire toutes les conséquences. Nous n'en voulons pour garant que son cœur et son intelligence. L'individualisme a fait son temps; il tente aujourd'hui son dernier effort : pressé de toutes parts comme le sanglier aux abois, qui est-ce qui serait assez peu charitable pour lui conseiller une résistance désespérée? Le problème est trop nettement posé et l'ardeur qui cherche à le résoudre trop grande, l'équation trop bien formulée pour que les esprits cacochymes, fervents adorateurs de Malthus, puissent retarder, par l'introduction d'éléments vieillards, le déploiement de la brillante inconnue que tout le monde invoque.

« Qu'est-ce que le producteur? » écrit tous les jours Proudhon en tête de son journal? Rien, ou peu de chose? — Que doit-il être? Tout.

Tout ce qui n'aboutit pas à cette conséquence est une monstruosité aussi révoltante que l'oppression du tiers-état sous l'ancien régime.

On lit dans la République :

« Nous avons appris ce soir que la question du rachat des chemins de fer par l'Etat a été abandonnée par M. le ministre des finances. Certains intéressés ont sollicité avec tant d'ardeur que le statu quo a été maintenu.

« Nous ne pouvons que blâmer une mesure si tardivement prise. Il fallait racheter les chemins de fer à des conditions équitables, puisque le Gouvernement en avait senti lui-même la nécessité, ou ne pas s'occuper pendant un mois d'un projet qui devait être ensuite abandonné.

« On sait que certaines compagnies, et particulièrement celle du chemin de fer de Lyon, sont dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements et de continuer les travaux commencés. Si le Gouvernement laisse les choses dans le même état, un grand nombre d'ouvriers vont se trouver sans ressources; les ateliers qui sont aujourd'hui en pleine activité deviendront déserts demain; on aura encore à enregistrer des faillites considérables, et la crise financière augmentera au lieu de diminuer.

« Nous n'ignorons pas que plusieurs gros capitalistes ont intérêt à voir les chemins de fer rester maintenant entre les mains des compagnies, afin d'avoir l'occasion de les céder dans l'avenir à un prix plus élevé. Mais s'il arrive (et cela est malheureusement trop probable) que les travaux en voie d'exécution ne puissent pas être terminés, l'affaire sur laquelle ils comptaient pour réaliser plus tard d'énormes bénéfices deviendra aussi mauvaise pour eux que pour leurs actionnaires; tout le monde y perdra son argent, et les voies de communication, qui aident si puissamment au progrès des idées et au rapprochement des peuples, resteront inachevées pendant longtemps encore.

« On a dit à tort que le Gouvernement ne se trouvait pas en mesure pour racheter les chemins. Mais les compagnies sont-elles plus en mesure que l'Etat? sont-elles certaines d'avoir de l'argent lorsqu'elles feront un appel à leurs actionnaires? Nous ne le pensons pas. Nous croyons au contraire que dans la situation où nous nous trouvons, le Gouvernement aura plus de facilité pour faire exécuter les travaux que les compagnies, qui sont aujourd'hui frappées de discrédit.

« Nous aimons à croire que M. le ministre reviendra sur une décision à laquelle nous ne saurions ajouter foi, et qu'il ne laissera pas à l'Assemblée nationale le soin de décider cette question. Les instants sont précieux; et chaque heure perdue est une faute grave. Dieu veuille que le Gouvernement n'ait pas un jour à se repentir d'avoir hésité un moment quand il s'agissait de l'avenir de nos travaux publics ! »

La Commune de Paris, à partir de ce jour, prie les citoyens d'affranchir toutes les lettres qui concernent la rédaction et l'administration.

L'important journal dont on attribue la direction aux sieurs Duchâtel, Dugabé et Lavalette, sort de jour en jour du mystère dont il a jusqu'à présent enveloppé sa rédaction. Bientôt, sans doute, nous aurons son dernier mot. Du reste, pour ne point agir en aveugle, il sème partout, dans la capitale et dans la province, des éclaireurs dévoués, et nulle police n'est supérieure à la sienne.

Les menées criminelles du parti légitimiste sont évidentes. Nous en avons pour garant une lettre de Henri V à ses partisans, auxquels il confie ses destinées. Le peuple, dont on se moque ainsi, ne fera-t-il pas bientôt justice de ces prétentions insolentes?

MANUFACTURE DE PORCELAINES DE SÈVRES.

Economie de trois cent mille francs au budget.

On nous accuse d'être exaltés, de vouloir arbitrairement, de vouloir injustement. Pourquoi lorsque notre cœur seul nous guide, lorsque le bien-être de tous est dans notre pensée, nous accuser d'égoïsme?

Nous qui avons sacrifié une partie de notre vie, de nos intérêts, de notre famille, aux intérêts de tous, au triomphe du principe démocratique que nous défendons, ou de ceux qui acceptent tous les jours, et qui qu'on fasse, ce qu'on leur impose, et cela par une cupidité toute particulière, dans le seul but de conserver ce qu'ils ont, — de quel côté est le dévouement ?

Fidèles à nos principes, nous accomplirons jusqu'au bout la tâche que nous nous sommes imposée.

La manufacture de Sèvres, cette gloire de notre pays, la première manufacture de porcelaines du monde, est encore une fois sacrifiée à une administration incapable, sous la domination de théories impuissantes à comprendre ses besoins et ses moyens productifs.

Pourquoi s'obstiner à laisser la manufacture de Sèvres ronger le budget de 500 mille francs par année, lorsqu'elle devrait au contraire produire 500 mille francs de bénéfice par année, ce qui ferait une différence de 600,000 francs?

Oui, j'atteste que les produits de la manufacture de Sèvres, auraient des débouchés faciles et productifs si l'économie y régnait, si le travail y était compris et organisé de façon à ce qu'elle fût à la fois un asile pour l'artiste qui végète et un musée de gloire nationale, produisant à l'Etat au lieu de lui coûter, car le commerce de la porcelaine française est immense et ne produit véritablement qu'aux étrangers qui l'exploitent chez nous.

Mais, encore une fois, ce n'est pas un savant chimiste, un peintre d'histoire ou un écrivain qu'il faut mettre à sa tête, c'est un homme du métier, artiste peintre sur porcelaine, comprenant sa fabrication, ses ressources et ses nécessités; un homme élevé dans les ateliers, capable, intelligent, artiste et commerçant, car il faut que la manufacture soit à la fois artistique et commerciale; un homme pratique enfin, qui sache faire la part de chacun, distribuer les travaux selon le mérite, apte à juger le trop ou le pas assez de feu d'un moufle où se cuit la peinture, ou d'un four où se cuit la porcelaine, enfin un homme de détail et d'ensemble. Mais pas un homme ignorant jusqu'au nom d'une tournette, et qui pour ordonner est obligé de se renseigner d'avance.

Est-ce ainsi qu'on entend l'économie? Est-ce ainsi qu'on veut, qu'on entend l'amélioration?

Espérons que ces nominations sont provisoires, et que l'administration comprendra l'énorme résultat qu'elle pourrait obtenir de cette manufacture particulièrement si elle lui donnait un directeur actif et capable, qui pourrait, à l'aide de réformes utiles et d'améliorations possibles et nécessaires, rendre la manufacture de Sèvres productive au lieu d'être onéreuse.

Je me propose, dans mon prochain article, de signaler les vices administratifs et les moyens de les éviter.

E. AYASSE, élève de la manufacture de Sèvres.

Nous empruntons les lignes suivantes à un article du National, mais en ajoutant que nous sommes loin d'admettre, en même temps que les conséquences, la théorie dont elles découlent :

« La République est donc maintenant un fait accompli un résultat acquis. C'est le fruit de soixante ans de discussions, de travaux incessants, de luttes sanglantes. Ce résultat, nous ne voulons pas qu'il soit perdu. Ce fruit précieux, nous ne souffrirons pas qu'il périsse; nous le conserverons, quoi qu'il arrive. Nous en avons la volonté; nous en aurons le pouvoir. Malheur à qui essaierait encore de chicaner sur les conséquences de l'arrêt que les événements ont prononcé ! Malheur à qui se flatterait de dérober au peuple par la ruse et la déception ce qu'il a conquis par son courage ! Toute tentative en ce sens rencontrerait sa force toute puissante et s'y briserait. Ce n'est pas le mot de République seulement qu'il lui faut, c'est la chose. Ce n'est pas une aristocratie bourgeoise avec des institutions mensongères qui perpétuerait les plaies sociales dont il a tant souffert : c'est l'organisation démocratique sincère, complète; c'est une constitution exclusive de toute fiction légale et assurant à chaque membre de la grande famille, sans exception aucune, le plein et entier exercice de toutes ses facultés et de tous ses droits. En dehors de ce programme, il n'y aurait à nos yeux que réaction. La réaction, nous la combattons sans relâche, d'où qu'elle vienne, et nous saurons la vaincre. »

Les deux programmes de l'hôtel de ville.

Des personnes bien informées nous assurent que ces jours derniers, le programme de l'hôtel de ville Juillet 1850 a rencontré sur les quais le programme de l'hôtel de ville, Février 1848.

Ces deux profonds politiques n'ont pu se regarder sans rire.

Mais un prolétaire qui passait près d'eux en ce moment se mit à pleurer.

(Représentant du peuple.)

S'il y avait eu au fond du débat politique des principes sérieux et sociaux, croyez-vous que :

L'Univers, le Constitutionnel, les Débats, la Gazette de France, le Siècle, l'Union monarchique, l'Assemblée nationale, la Liberté, etc., eussent voté pour les républicains du National et de l'Atelier !

(Idem.)

Nous donnons à nos lecteurs copie de la circulaire adressée par l'intendant militaire de la division de Constantine aux sous-intendants placés sous ses ordres. Ils verront, par ce document précieux, la manière dont les agents de l'autorité militaire apprécient notre Révolution de février. Selon eux, elle ne doit pas faire table rase, comme dit le 93, des institutions du pays; et nous invitons l'autorité supérieure à nous faire

savoir ce qu'elle pense. Le peuple a cru que sa victoire devait donner naissance à de nouvelles institutions. Si le Gouvernement n'est pas de l'avis du peuple, il n'a pas compris le sens de la Révolution. Qu'il se rappelle que le peuple n'a pas abdiqué.

« Constantine, le 30 mars 1848.

« RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

« Liberté. Égalité. Fraternité.

« Mon cher camarade,

« Il m'est revenu que les commis de l'intendance qui servent dans la division sont incités à signer une réclamation au Gouvernement provisoire sur leur position.

« Prévenez ceux de ces messieurs qui servent sous vos ordres contre toute démarche de ce genre. Je les crois d'un esprit assez sage et assez éclairé pour ne pas se laisser aller aux suggestions de quelques esprits brouillons qui, croyant que la Révolution de 1848 a fait, comme celle de 1795, table rase de toutes les institutions du pays, ont pour premier sentiment de son bonheur la propre satisfaction de leurs intérêts.

« Avertissez ceux qui persévéraient, malgré vos observations, que je vous invite à me faire connaître leurs noms, ce que je vous prie de faire très-expressément en effet.

« Recevez, etc.

« L'intendant militaire,

« Signé LYAUTEY. »

La réclamation que les commis ont l'intention d'adresser au Gouvernement provisoire est pour demander la révision de l'ordonnance organique de leur cadre. Cette ordonnance est essentiellement vicieuse, en ce qu'elle ne permet pas aux commis d'aspirer aux emplois d'adjoints à l'intendance militaire et, par suite, à ceux de sous-intendants, et qu'elle les a condamnés à rester toujours commis, en violation du principe d'égalité, qui veut que tous puissent arriver à tous les emplois publics.

Exemple de probité.

Nous signalerons aux citoyens ministres de la justice et des finances un abus, non, tranchons le mot, il faut avoir aujourd'hui le courage d'appeler les choses par leur nom, un vol qui se répète à chaque heure de la journée dans les officines de deux classes d'industriels qui, pour dépouiller les citoyens avec une apparence de légalité, se prêtent un mutuel secours.

Pour l'édification des citoyens ministres auxquels nous demandons, avec tous les honnêtes gens, la répression de ces vols, nous citerons des faits vrais et les noms des industriels s'ils le désirent.

Voici comment la chose se pratique.

Un malheureux débiteur n'est pas en mesure de faire honneur à sa signature, et par le temps qui court c'est chose assez commune; l'effet de commerce arrive dans les mains de l'huissier, qui fait le protêt. Jusque-là, rien que de fort légal; mais bientôt arrive le revers de la médaille.

Le débiteur, qui n'était pas en mesure le jour de l'échéance, est assez heureux pour avoir les fonds le lendemain. Il accourt chez l'huissier et demande son billet : « Il est à l'enregistrement; je ne puis l'avoir avant quatre heures, ce soir, » répond le principal de l'étude; car vous ne voyez jamais le dieu du lieu. « Fort bien, dit le débiteur; voyez, voici l'argent et les frais du protêt; mais, de grâce, épargnez-moi du moins le compte de retour; je serai ici à quatre heures. » Le débiteur tient parole; mais l'huissier... Attendez : avant quatre heures, et toujours par la faute d'un des clercs de l'étude, le billet a été envoyé au banquier, et la suite de cette petite espièglerie se solde ainsi :

Principal.	500 fr.
Protêt.	16 85
Enregistrement.	2 75
Intervention.	5 »
Commission de banque.	1 70
Courtage et certificat.	4 25
Timbre de la retraite et du protêt.	» 85
Port de lettres.	3 »
Perte à la retraite.	5 40

Total. 536 fr. 80 c.

Le billet qui sert d'exemple, échu le 15, a été payé le 17 à Paris. Admirez surtout les ports de lettres et la perte à la retraite, le billet n'ayant pas quitté Paris depuis l'échéance.

Nous offrons les pièces aux citoyens ministres, et nous terminerons en disant qu'un malheureux qui aurait volé un pain d'une livre serait impitoyablement condamné à plusieurs mois de prison !

Au rédacteur du journal la Commune de Paris.

Citoyen rédacteur, Nous vous prions de livrer à la publicité le fait suivant :

Lundi 24, le 14^e bataillon de la garde mobile, caserné rue de Montreuil, fut soudainement rappelé et rassemblé dans la cour, où il fut distribué à chaque homme un paquet de cartouches. De là, le bataillon fut dirigé au ministère des finances, au grand étonnement du public qui était sur notre passage. A minuit, le bataillon fut partagé : moitié revint à la caserne et moitié resta au ministère. Depuis ce jour il y a un piquet de 2 à 500 hommes. Or, comme nous sommes certains que Paris n'a pas cessé d'être tranquille, ces manœuvres ne se rattacheront-elles pas à la démonstration qui eut lieu le 16, que l'on peut appeler à bon droit : la journée des dupes ?

Voici maintenant un autre fait qui peut donner une idée de l'administration supérieure.

Il y a dans la cour de la caserne une mare infecte d'où s'exhalent des miasmes qui n'ont pas peu contribué à envoyer plusieurs hommes à l'hospice. Un volontaire réclamait au commandant de faire enlever cette bourbe : « Eh ! lui répondit-il, vous êtes toujours à réclamer ; et si on ne vous donnait pas à manger, et si on ne vous payait pas, vous déserteriez donc ? » Personne n'ignore (si ce n'est notre commandant) que nous sommes soldats par dévouement, et que le jour où la République serait en danger, nous ne regarderions pas si le nécessaire nous manque pour la défendre. Mais qu'on ne l'oublie pas, le jour où nos services lui seront superflus, nous reprendrons le chemin de l'atelier.

Salut fraternel.

SUSTERRE, volontaire, caporal, 3^e compagnie; DANEAUX, volontaire, id.; LOTSEAU, volontaire, id.

Citoyen rédacteur,

Votre numéro de ce jour contient quelques vues sages sur le commandement en chef de la garde nationale parisienne. Mais l'élection de ce chef supérieur ne remédierait pas au danger que l'auteur de cet article a voulu signaler. Nos pères, à qui l'expérience avait appris à se méfier des grands commandements militaires, adoptèrent une mesure qui coupait le mal à sa racine. Lorsque la loi de 1790 sur la garde nationale fut promulguée, le général Lafayette, forcé de se démettre de ses hautes fonctions, n'eut point de successeur. Le commandement en chef fut dévolu à chaque chef de légion, qui dut l'exercer à tour de rôle, et pendant quinze jours seulement. Plus tard, même sous la réaction thermidorienne, le principe proclamé par la loi de 1790 fut de nouveau mis en vigueur. Ne pensez-vous pas, citoyen rédacteur, comme Saint-Just, qu'il faut qu'un gouvernement basé sur la liberté surveille incessamment les grands commandements ? Qui ne sait que toutes les républiques, et même celle si glorieuse que nos pères eurent tant de peine à fonder, ont toujours péri sous les coups des chefs militaires ?

FAITS ÉLECTORAUX.

Le citoyen Dumas, membre du bureau de la 42^e section du 2^e arrondissement, nous communique la note suivante au sujet du dépouillement des votes électoraux.

Ce citoyen a refusé de signer le procès-verbal parce que le bureau n'a pas voulu laisser prendre le résultat du dépouillement. Ce résultat constate une foule d'erreurs qu'on aurait pu rectifier à la mairie, après renseignements pris. En effet voici les principales, fournies par mémoire, de seize noms mentionnés ci-après :

Albert, ouvrier. — Albert.
Adam, cambreur. — Adam (Edmond). — Adam, corroyeur. — Adam, ouvrier.
Agricol. — Agricol Perdiguier.
Torré. — Tarré.
Bernard, typographe. — Bernard, ouvrier. — Martin Bernard.
Chevassus, doreur. — Chevassus, passementier. — Chevassus.

On comprendra facilement combien cette répétition de noms a dû être funeste aux candidatures dont il est fait mention. Nous pensons que les scrutateurs ne failliront pas à leur devoir.

COMMISSION CENTRALE DES DONS ET OFFRANDES A LA PATRIE.

Les officiers, sous-officiers et gendarmes de la compagnie de la Charente-Inférieure ont ouvert spontanément une souscription pour offrir un don patriotique au Gouvernement. Cette souscription s'est élevée à 534 fr. 50 c., qui ont été versés à la recette générale du département.

(Phare de La Rochelle.)

— Le proviseur du Lycée a versé à la recette générale la somme de 350 fr. 50 c. recueillie entre les fonctionnaires et les élèves de cet établissement pour être offerte en don patriotique au Gouvernement provisoire de la République.

(Phare de La Rochelle.)

— Une somme de 460 fr. 66 c., destinée aux blessés de février, a été envoyée par les habitants de Bougie à M. le gouverneur général, qui s'est empressé de l'adresser à M. le maire de Paris.

— Les habitants de Tlemcen ont adressé à M. le ministre de l'intérieur la somme de 2,160 fr. 40 c., montant d'une souscription ouverte par eux au profit des veuves et des orphelins des citoyens tués dans les journées des 22, 23 et 24 février et de ceux qui ont été blessés dans ces mêmes journées.

(La Sentinelle républicaine, journal de l'Afrique française.)

— Les habitants de Plaisance (commune de Vaugirard) sont venus apporter à l'hôtel de ville, à titre de don patriotique, une somme de 622 fr. 25 c., montant d'une collecte faite parmi eux.

Le citoyen Recurt, adjoint à la mairie, les a vivement remerciés au nom du Gouvernement provisoire.

On accuse l'ancien parti républicain d'être haineux, violent.

Il est enfin temps de faire justice de ces accusations banales, qui ont usé toutes les plumes de nos adversaires et couvert toutes les pages de leurs pamphlets.

Nous espérons, aujourd'hui que tout le monde est ou du moins se dit républicain, être compris.

Nous l'avons dit, nos frères d'aujourd'hui sont admis au même rang que ceux d'hier dans notre sainte phalange prête à défendre la République et la réalisation de son immortelle devise : Liberté, égalité, fraternité. Si nous oublions tout passé, il faut qu'eux se le rappellent et acceptent les liens sacrés qui nous y rattachent.

L'ancien parti républicain, aujourd'hui absorbant le nouveau et dont on paraît craindre la domination, est le fils aîné de tout ce qui a souffert pour la régénération politique et sociale ; il est l'héritier direct, unique de cette foi immortelle, de cette enivrante espérance qui soutient et dirige dans les longs instants d'une longue et difficile passion ; et le jour de la résurrection, son premier cri fut celui de charité.

Nous avons pleuré pendant des siècles les douleurs de ceux qui s'affaissaient au milieu de nous, accablés de misère et de souffrance.

Nous ensevelissons depuis des siècles les morts qui ont marqué de leur sang toutes les pierres de notre chemin.

Notre mère en pleurs nous porta dans une prison pour recevoir le premier baiser de notre père captif.

Notre baptême, nous l'avons reçu au pied d'un échafaud de quelques gouttes du sang des nôtres.

Et puis, nous autres aussi, nous avons été les acteurs de ces drames que notre mère, lorsque, grelottant de misère et de faim, elle nous serrait sur son sein, nous laissait lire dans ses regards et ses angoisses.

Nous sommes les fils de ceux qui furent des esclaves, des serfs, de ceux qu'on brûlait sur des bûchers, qu'on décapitait sur les places publiques et dont on jetait à la foule les noms immortels en les mêlant à des injures, à des blasphèmes.

Eh bien ! nous sommes fiers de cet héritage que nous relevons. Nous avons surpris sur les lèvres blêmes de nos martyrs la parole de pardon ; nous avons entendu le cri formidable qu'ils ont prononcé, et nous l'avons inscrit sur nos bannières : Fraternité.

Notre drapeau a été longtemps, longtemps déchiré par les balles ; nos bras ont été abaissés par les baïonnettes, notre plume brisée par les tribunaux, notre voix étouffée dans les prisons.

Aujourd'hui nous avons vaincu, et nous avons pressé sur nos cœurs ceux que nous avions terrassés.

Notre premier cri a été un cri d'amour. Notre premier acte a été de briser cet échafaud où nous avions hier encore conduit nos frères.

Et vous nous appelez des hommes de haine et de violence !

(Progrès Social.)

Actes officiels.

Le Gouvernement provisoire, Vu la loi du 8 août 1847, portant fixation des dépenses de l'exercice 1848 ;

Vu le décret du 2 mars 1848, portant que les corps des citoyens morts pour la République dans les journées des 23 et 24 février 1848 seront déposés dans les caveaux de la colonne de Juillet et réunis aux cendres des combattants de 1830 ;

Considérant qu'il importe d'exécuter dans ce monument les travaux nécessaires pour la sépulture des corps qui y ont été déposés à la suite de la solennité du 4 mars ;

Considérant qu'il n'existe aucun crédit pour acquitter les dépenses de ces travaux, dont le devis s'élève à 29,000 fr. ;

Sur la proposition du membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics, Décrète :

Art. 1^{er}. Il est ouvert, sur l'exercice 1848, au ministre des travaux publics, un crédit extraordinaire de 29,000 fr. pour être employé au paiement des travaux à exécuter à la colonne de Juillet pour la sépulture définitive des citoyens morts en combattant pour la République les 23 et 24 février 1848.

Art. 2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée à l'Assemblée nationale.

Art. 3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait en conseil du Gouvernement.

Paris, le 26 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire, Vu le décret du 19 de ce mois, qui prescrit l'établissement, pour l'année 1848, d'une contribution directe sur les créances hypothécaires ;

Considérant que pour assurer dans tous les cas l'exécution de ce décret, des mesures additionnelles sont nécessaires,

Décrète :

Art. 1^{er}. Les propriétaires d'immeubles grevés des hypothèques et privilèges spécifiés en l'art. 1^{er} du décret du 19 de ce mois, qui auraient négligé de faire les déclarations prescrites par l'art. 2 même décret, pourront être poursuivis directement pour le paiement de la contribution, sauf leur recouvrement contre les créanciers.

Art. 2. En cas de non-paiement par les créanciers, le privilège attribué au trésor public, en matière de contribution directe, s'exercera avant tout autre sur les sommes dues par le propriétaire de l'immeuble grevé.

Art. 3. La contribution concernant des étrangers n'ayant point de domicile en France, sera comprise dans des rôles rendus exécutoires con-

tre les propriétaires débiteurs et recouverts sur ceux-ci à titre d'avance.

Art. 4. Les propriétaires débiteurs, avant de se libérer envers leurs créanciers, seront tenus de se faire représenter la quittance de la contribution établie par le décret du 19 avril, sous peine d'en demeurer personnellement responsables.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 26 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire, Sur le rapport du ministre des finances, Décrète :

Art. 1^{er}. Il sera établi par les soins du ministre des finances, pour être soumis ultérieurement à la sanction de l'Assemblée nationale, un bilan général de l'actif et du passif formant le point de départ financier de la République française.

Tous les termes de ce bilan général seront arrêtés à la date du 24 février dernier.

Art. 2. Le ministre des finances et les ministres des divers départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait en conseil du Gouvernement.

Le ministre de l'intérieur arrête :

Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux concernant les ateliers de restaurations des peintures et leur réorganisation ;

Une commission de trois artistes, de trois amateurs, d'un rentier et d'un restaurateur, sera nommée par le directeur des beaux-arts et le directeur des musées nationaux pour surveiller, conjointement avec le conservateur de la peinture, la restauration des tableaux.

La restauration des tableaux sera mise au concours d'après le mode indiqué au susdit rapport.

LEDRU-ROLLIN.

Évangile républicain.

(Suite de la publication du 28.)

ÉPIQUE.

Vision de François-Théodore.

En ces jours-là, je me promenais dans une pépinière, et, comme j'avais déjà fait beaucoup de chemin, je voulus me reposer à l'ombre d'un buisson de roses-roncières ; peu après je m'endormis, et voici ce que je vis en vision.

Je me trouvais pendant mon songe dans la même pépinière où j'étais entré tandis que je ne dormais pas. Je voyais les objets tels qu'ils s'étaient présentés à ma vue. Or, parmi les arbrisseaux, il y avait plusieurs chênes, et ces chênes étaient couverts d'un épais feuillage et chargés de fruits. Et je vis alors entrer dans la pépinière un troupeau de pourceaux qui se mirent à remuer la terre dans laquelle les chênes étaient plantés. Et l'un des chênes fut ébranlé, parce que ses racines n'étaient pas encore bien prises, car il venait d'être planté dans la pépinière. Et j'étais étonné qu'un chêne nouvellement planté fût chargé de fruits. Or, les glands tombèrent en grande quantité lorsque les pourceaux eurent ébranlé l'arbre. Et les pourceaux, voyant les glands tomber comme une grêle, se jetèrent dessus et s'en rassasièrent. Et je regrettais de voir les fruits d'un si bel arbre devenir la proie de ces animaux voraces. Alors je sentis dans tout mon corps une commotion violente et mon cœur extrêmement oppressé, et j'entendis une voix qui me dit : « François-Théodore, que vois-tu ? » Et je répondis : « Des chênes et des pourceaux. » Et la voix ajouta : « Tout ce que tu vois est la figure de ce qui arrive dans ton pays. Le chêne qui n'a pas encore pris racine est l'arbre de la liberté nouvellement planté en France. Les fruits dont il est couvert sont l'image des bienfaits de la liberté. Les pourceaux qui cherchent à déraciner le chêne sont les mauvais citoyens qui voudraient détruire la liberté, et quand tu vois les pourceaux cesser de fouir au pied du chêne pour manger ses glands, ces animaux marquent les aristocrates qui se hâtent d'étouffer les semences de la liberté afin qu'elle ne puisse fructifier. » Et alors je dis à la voix : « Que devons-nous faire ? » Et la voix me demanda : « Quel est ton serment ? — Vivre libre ou mourir ! — Eh bien, accomplis ta promesse ! » Et alors un éclat de tonnerre dispersa les pourceaux, le chêne se raffermir dans ses racines... et je m'éveillai.

ÉVANGILE.

En ce temps-là un homme riche, mais bon et bienfaisant, tomba malade et mourut. Or, ses héritiers, quoique fort avides et très-avres, crurent qu'ils ne pouvaient se dispenser de faire de magnifiques funérailles à leur père. Ils ordonnèrent donc de superbes obsèques. Or, comme ils suivaient la pompe funèbre, ils aperçurent un jeune homme vêtu très-simplement et qui pleurait beaucoup. Et l'un des héritiers lui demanda : « Qui êtes-vous ? » Le jeune homme répondit : « Je m'appelle Guillaume. — Votre nom n'est pas sur la liste des invités... — Je le sais bien, dit le jeune homme ; l'intérêt ne me conduit pas ici, la reconnaissance me guide.... J'ai perdu mon bienfaiteur ! »

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

— Lecture et adoption du procès-verbal.

Le citoyen Villain, président, remercie les sectionnaires du zèle dont ils ont fait preuve hier en se rendant aux permanences que le Comité central avait établies sur vingt-deux points de Paris : « Chacun était à son poste, dit-il, et vient le jour de l'action, personne ne fera défaut pour la défense des principes immortels que nous avons proclamés.

« Les communistes pas plus que les autres ne doivent être privés de la faculté d'émettre leurs opinions : c'est le droit de tous, et nous devons le défendre.

« Que les bons citoyens n'accordent pas aux manifestations réactionnaires d'hier plus d'importance qu'elles n'en méritent. Nous savons de source certaine que dans les 1^{er} et 2^e arrondissements, on avait armé des domestiques, qu'ils étaient dans les rangs de la garde nationale, et qu'on leur avait donné pour mot d'ordre de crier *Mort aux communistes !* De pareils contre-révolutionnaires ne sont pas dangereux. »

Le citoyen Saint-Victor a entendu causer dans les groupes sur la Société des Droits de l'homme ; on y disait qu'elle était composée de communistes, et qu'on y avait demandé publiquement la tête du citoyen Lamartine. La Société n'a pas besoin de démentir hautement ce fait ; de semblables calomnies tombent d'elles-mêmes. Pourtant c'est en propageant des bruits de cette nature qu'on avait mis sur pied toute la garde nationale. Si des cris de mort ont été proférés, c'est par les réactionnaires ; si on a demandé des proscriptions, c'est Louis Blanc et Ledru-Rollin qui ont été désignés à la vengeance des contre-révolutionnaires. Il faut qu'on sache bien que nous les voulons pour représentants, et que nous les nommerons malgré tout. (De toutes parts : Oui, oui !)

Le citoyen Bruni déclare qu'il vient d'entendre un citoyen qui prétend qu'on a demandé à cette tribune le partage des biens, et le somme de venir s'expliquer.

Le citoyen interpellé déclare n'avoir rien dit de semblable.

Le citoyen président fait observer à l'assemblée que c'est ainsi que procèdent les infâmes calomnieux qui cherchent à faire naître la discorde entre les citoyens ; ils parlent tout bas, et quand on les met en demeure de s'expliquer, ils se rétractent comme des lâches.

Le citoyen Saint-Victor dit qu'on faisait circuler dans les rangs de la garde nationale l'instruction pratique pour les affiliations à la société des Droits de l'homme, et qu'on y disait que pour signer un pareil engagement il fallait être capable de tout.

Le citoyen Villain, président, donne lecture de ladite instruction, et il explique le paragraphe 2, dans lequel il est dit qu'on doit faire le sacrifice de son individualité pour le service de la société. Il rappelle qu'on n'exige rien de plus que ce que nous avons fait depuis vingt ans en nous dévouant corps et âme à la cause démocratique. Il faut aujourd'hui la soutenir, et personne de nous ne doit voir le lendemain de la République. (Vive adhésion.)

Le citoyen Ramel propose de faire placer dans tout Paris la Déclaration des Droits de l'homme : « C'est là notre exposé de principes, et personne alors ne pourra plus dire que nous sommes des communistes et que nous voulons le partage des biens. »

Le citoyen Julien fait un pompeux éloge du citoyen La Roche oucault-Doudeauville et le propose à la candidature ; il ajoute que s'il était nommé, il renoncerait à ses appointements de représentant, qu'il saurait le lui permettre.

Le citoyen président s'étonne de cette profession de foi faite par procuration : « Il y a, dit-il, des gens qui n'ont rien appris. Le citoyen La Roche oucault-Doudeauville se croit sans doute trop grand seigneur pour se présenter au milieu d'ouvriers dont cependant il brigue les suffrages, et il envoie un homme à lui pour soutenir sa candidature. Le procédé est un peu cavalier. Peut-être enverra-t-il aussi à la Convention son valet de chambre siéger à sa place. »

Le citoyen Julien proteste qu'il n'appartient point au citoyen La Roche oucault et que ce dernier est indisposé. S'il l'a proposé à la candidature, c'est qu'il le connaît comme un bon citoyen.

Le citoyen président donne lecture de quelques passages de la profession de foi écrite du candidat, et il fait remarquer la distance qui sépare les opinions de l'assemblée de celles du citoyen La Roche oucault-Doudeauville.

Le citoyen Gautrin occupe pendant quelques instants l'attention du club par des réclamations contre l'administration de la police.

Le citoyen Villain, président, fait observer au préopinant que le citoyen Caussidière est accablé de travail, et qu'il a bien autre chose à s'occuper que de faire droit aux réclamations d'un homme qui a été enfermé comme aliéné.

Le citoyen Denier demande qu'en distribuant des fusils à percussion aux gardes nationaux on donne aussi des capsules de guerre, puisqu'on n'en trouve pas dans le commerce.

Le secrétaire, J. BLU.

CLUB RÉPUBLICAIN DES OUVRIERS ALSACIENS.

Les ouvriers alsaciens du département du Bas et du Haut-Rhin sont invités à se réunir tous les jeudis à 7 h. du soir, et les dimanches à 2 h. après midi, dans la salle d'asile rue de la Vieille-Monnaie, n° 12, quartier des Halles.

Ne pas confondre avec le club siégeant à la Douane.

Vive la République démocratique !

Président honoraire, Huber ; président, Ley ; vice-président, Ory.

Séance du 27 avril du Club républicain d'ouvriers alsaciens, à la salle d'asile, 12, rue de la Vieille-Monnaie, qui a délibéré et adopté, d'après la proposition du président Ley, ce qui suit :

Le Club alsacien se constituera démocratique, délibérant et militant. Son but principal est de maintenir la République démocratique envers et contre tous. Ses discussions principales auront pour objet l'intérêt des travailleurs de toutes natures, et on y discutera successivement les questions relatives à l'organisation du travail et des différentes théories sociales.

Président, Ley; vice-présidents, Ory, Burek; secrétaire, Rieffel; 2^e secrétaire, Henne.

Le citoyen Huber a été adopté d'une voix unanime comme président honoraire.

Les citoyens du département du Gard, présents à Paris, sont invités à se réunir dimanche 30 avril, à midi précis, rue Montmartre, n° 84, dans les salles de M. Roche, pour une délibération importante.

AVIS.

La nouvelle séance de l'assemblée générale des Suisses a eu lieu hier 28 avril, dans le local de la Société du Grütli, rue Quincampoix, 8.

Questions importantes : adresse à la diète helvétique. — Tous les bons Suisses sont priés de s'y réunir.

Départements.

Lorsque les premiers nous avons prononcé le mot *réaction*, nous sommes devenus l'objet d'attaques et de récriminations sans nombre. Nous avions contre nous, d'une part, les incrédules; de l'autre, les partis vaincus, qui, avec leur bonne foi ordinaire, nous reprochaient de vouloir ramener la France aux nécessités sanglantes de 93. Et pourtant les événements viennent chaque jour donner raison à nos prévisions, à nos avertissements. Les minorités avides et corrompues que la Révolution de février a justement chassées ont repris courage; elles n'ont point oublié que le peuple, si fort pour combattre et pour vaincre dans la rue, s'oublie presque toujours dans son triomphe, abandonnant, pour ainsi dire, à ses ennemis le champ de bataille. L'exemple mémorable de 1830 aura été perdu, et les républicains, une fois encore, n'auront pas su organiser leur victoire.

Les nouvelles que nous recevons des départements nous apprennent que partout l'union du parti légitimiste et des orléanistes tient en échec les meilleures candidatures; le clergé prête l'appui de son influence à ces menées coupables, et tout fait présumer que les francs et sincères républicains seront en minorité dans la prochaine Assemblée. — Au milieu de circonstances aussi graves, les partisans de la démocratie doivent se rallier et s'unir plus que jamais pour combattre sans trêve et sans relâche les insensés qui pourraient rêver le retour d'un passé désormais impossible. — Nous l'avons déjà dit, la République ne doit plus être un mot, mais bien une chose. Ceux qui ne se pénétreraient pas bien de cette vérité provoqueraient une nouvelle explosion de la colère populaire, qui les emporterait comme elle a emporté la royauté.

— *Auton.* — Une collision fâcheuse a failli avoir lieu à Auton à l'occasion des élections. La commune de Beaumont-les-Autels était venue voter, ayant en tête un drapeau sur lequel était écrit : *Vive le général Lebreton!* Des habitants d'autres communes n'ont pas trouvé de leur goût cette inscription sur un drapeau et ont très-vivement manifesté leur mécontentement. L'autorité du maire, nous écrit-on, a été méconvenue.

Notre correspondant ajoute que la réaction a levé la tête partout. Les campagnes ont voté sous l'influence du clergé.

Un rapport de ce qui s'est passé à Auton a dû être adressé aux citoyens commissaires du département. (*Le Glaneur d'Eure-et-Loir.*)

— Ce qu'on sait déjà des élections politiques de notre département annonce que le résultat général de la Loire-Inférieure sera tout entier en faveur du parti légitimiste, sauf quelques membres de l'ancienne opposition dynastique qui seront joints aux noms cléricaux ou aristocratiques. La République aurait pu triompher à Nantes; mais elle a rencontré dans les cantons ruraux une opposition formidable formée du clergé et des hommes de l'ancienne aristocratie nobiliaire, renforcés des hommes de la nouvelle aristocratie de fortune et merveilleusement secondés par la très-grande majorité des fonctionnaires publics de la royauté de juillet, fonctionnaires qu'on avait eu soin de laisser en place comme pour se créer un obstacle difficile à surmonter. (*National de l'Ouest.*)

— On nous écrit de Saint-Brieuc, le 24 :

« Nous sommes en pleine élection; mais plus nous avançons, plus nous avons la conviction intime que nous serons battus et complètement battus. Le clergé, les légitimistes et les anciens conservateurs se sont entendus, et ils votent comme un seul homme pour des noms incroyables. Nous marchons ici à pleines voiles à une contre-révolution. (*Idem.*)

— Le citoyen Lecoindre, demeurant à Nantes, rue de l'Emery, nous informe que le jour des élections des représentants du peuple, le curé de la Chevrolrière, ayant appris qu'un des habitants du canton avait distribué aux électeurs des listes de candidats républicains, est allé lui-même au coin d'un chemin conduisant à Saint-Philibert,

lieu des élections, pour déchirer les billets qu'on leur avait remis et les remplacer par d'autres plus orthodoxes. Le citoyen Lecoindre peut faire affirmer ce fait par plus de cinquante témoins.

Il est aisé de voir des prêtres compromettre ainsi le saint caractère dont ils sont revêtus pour descendre dans l'arène des passions politiques, auxquelles leur mission est de rester étrangers. (*Idem.*)

Elections. — Si dans les autres cantons, les choses s'étaient passées comme dans celui de Lons-le-Saunier, la liste républicaine serait assurée d'une immense majorité. Quoiqu'il en ait été partout ailleurs, le vote du canton de Lons-le-Saunier a une haute et éclatante signification. Lons-le-Saunier a été le centre de toutes les manœuvres, de toutes les intrigues contre-révolutionnaires; c'est de là d'où sont partis les signes de ralliement, les émissaires chargés d'instructions secrètes; c'est là où se sont forgées toutes les armes empoisonnées : le mensonge, la calomnie, les infamies, les inepties ridicules ou monstrueuses. Lons-le-Saunier était le siège de la ligue ennemie.

Cependant ces espérances perverses se sont évanouies. Le peuple s'est manifesté avec une énergie et un enthousiasme vraiment admirables. C'était un magnifique spectacle que cette noble intelligence populaire rayonnant avec une ardeur et une harmonie toutes puissantes. Le peuple ! on n'a pu parvenir à le tromper ici, autour de nous. Il a su distinguer, reconnaître ses amis; il les a proclamés de sa grande voix, de cette voix qui est toujours celle de la vérité. Ailleurs on a pu agir sur l'ignorance, exploiter les préjugés. Ici où la lumière s'est faite, où l'on connaît les hommes et leurs principes, où on les a vus à l'œuvre depuis longues années; ici la coalition aristocratique-ténébreuse a échoué contre le bon sens et le patriotisme du peuple. On n'a pu le pervertir, l'égarer; tous les efforts ont été impuissants. Ils n'ont abouti qu'à donner encore plus de vivacité et plus d'ensemble à la manifestation du sentiment populaire.

(*Republicain du Jura.*)

— On lit dans *l'Impartial du Nord* :

« Le Gouvernement provisoire, en se montrant débonnaire, a pris sur lui une grave responsabilité; la plupart des fonctionnaires auxquels on a conservé leur mandat n'ont pas craint d'en abuser pour nuire à la République. Ils ont continué de se considérer comme les ennemis des radicaux actuellement au pouvoir, et ils ont agi dans cette pensée comme ils l'eussent fait sous le règne de Louis-Philippe.

« Quelques-uns ont même poussé fort loin l'abus de leur influence; nous en connaissons qui ont imposé à toutes leurs communes des votes favorables à l'ex-opposition dynastique, qui ont employé la menace pour gagner à ce parti la population ouvrière, et qui, le lendemain du vote, ont fait retirer tout travail à l'ouvrier qui n'avait pas voulu se soumettre à cet absolutisme d'un nouveau genre.

« A côté des fonctionnaires, une autre catégorie d'agents électoraux a surtout fait merveille pour la cause de l'obscurantisme. C'est celle du parti prêtre, uni aux légitimistes : chaque curé est devenu un centre réactionnaire, chaque séminariste un courtier d'élection, et il est tel collège, celui de Tourcoing par exemple, où dix prêtres sont sortis pour aller dans les campagnes manipuler la matière électorale. »

— Le sous-commissaire de l'arrondissement de Dax,

Prévenu que l'école des Frères de la doctrine chrétienne était chargée d'un travail matériel relatif aux élections, s'est rendu à l'adite école, accompagné de deux agents de police. Ayant pénétré dans une salle d'étude, il a trouvé une vingtaine d'élèves occupés à la confection de listes électorales contenant les sept noms suivants :

Ferdinand Despérès, à Cauneille.
François Faure.
Victor Lefranc.
Charles Labadie, avocat.
François Marrast.
Elie Dampierre.
Frédéric Bastiat.

Interrogés par le sous-commissaire, les enfants lui ont répondu qu'ils se livraient à ce travail, les uns depuis huit jours, d'autres depuis quatre jours, d'autres enfin depuis trois jours.

(*La Liberté de Mont-de-Marsan.*)

Toulouse. — « Nous protestons de toutes nos forces contre les accusations de communisme qui sont dirigées contre les meilleurs patriotes.

« Il paraît que c'est le mot d'ordre; on n'ose pas crier : « A bas les républicains ! » mais on les accuse d'être communistes, anarchistes, etc. Il court dans le pays d'anciens mouchards qui répandent ces calomnies. Le devoir de tout bon citoyen est d'arrêter quiconque répand ces bruits qui portent le trouble dans les esprits et tendent à déconsidérer les patriotes.

« Nous demandons formellement que le Gouvernement provisoire à Paris, et que ses représentants en province, prennent des mesures contre les calomnieux qui cherchent à jeter la discorde et à mener la guerre civile.

« En attendant, que chacun songe à se défendre contre le résultat de ces basses manœuvres qui ne respectent aucune réputation, si intègre qu'elle soit, et que les honnêtes gens surveillent les calomnieux, qui sont de véritables anarchistes soudoyés... »

On le voit, partout le même trio, partout le même mot d'ordre contre les républicains. Qu'en diront à présent les réactionnaires? Nieront-ils toujours ?

— Il nous arrive d'Ayuntamiento de Madrid

tement des lettres dans lesquelles on nous signale les menées des réactionnaires. Nous prions tous les républicains, nos amis, tous les présidents de clubs, tous les chefs de corporations, de nous faire parvenir les renseignements qu'ils ont pu recueillir sur les menaces intimidatives exercées sur leurs colons, fermiers, par les quinze cents électeurs privilégiés qui renvoyaient à la chambre les députés Peyramont, Edmond Blanc et consorts.

Les faits qui ont été portés à notre connaissance sont tellement graves, que la Société populaire a nommé une commission chargée de faire une enquête. Nous livrerons à la publicité tous les documents qui nous seront envoyés.

(*Le Peuple de Limoges.*)

Orléans. — On nous signale la conduite du maire de Chécy, qui avait, lors des élections, supprimé les affiches et bulletins qui lui avaient été envoyés par la société des Amis du peuple. Avis de cette conduite a été donné au commissaire du Gouvernement.

(*Democrate.*)

— On nous écrit de Roche-Servières (Vendée), le 24 avril 1848 : « Hier, au moment des élections du canton du Poiré, un jeune homme a crié *Vive la République!* Aussitôt il a reçu un coup de poing donné par un homme dont je ne connais pas le nom. La victime est tombée la tête sur une pierre sans donner aucun signe de vie. On l'a enterré aujourd'hui. »

Le cœur se soulève d'indignation en apprenant un tel attentat. Sous la restauration, sous la monarchie de juillet, le cri de : *Vive la République!* était puni par une longue détention; sous la République il peut causer la mort !... Les délégués du Gouvernement provisoire comprendront-ils enfin qu'il faut faire respecter la République, et qu'ils doivent prouver qu'elle est forte et stable ?

(*National de l'Ouest.*)

Étranger.

PRUSSE.

D'après la *Gazette de Leipzig*, des troubles auraient eu lieu à Saint-Petersbourg et à Moscou.

Berlin. — La Prusse rhénane exceptée, les sympathies de l'Allemagne pour la Pologne vont sans cesse se refroidissant. L'entrée du duché de Posen est fermée aux émigrés qui n'y sont pas nés, et il leur est défendu de rester à Berlin plus de vingt-quatre heures.

On écrit de la frontière de Russie que l'on s'attend à chaque instant à voir éclater une révolution dans les États du czar. Tous les propriétaires cherchent à mettre en sûreté ce qu'ils possèdent.

— A Stetin, on a déchiré le drapeau de la confédération germanique, on l'a roulé dans la boue et on a arboré les couleurs prussiennes. Le gouverneur de la ville, dans une proclamation énergique, a protesté contre ces excès en disant qu'on ne devait pas vouloir être plus prussien que le roi, qui portait lui-même ces couleurs.

Aux environs de Leipzig, d'après les dernières nouvelles, les paysans se lèvent en masse et font une guerre d'extermination aux châteaux et aux presbytères. L'autorité n'est plus respectée en Saxe.

AUTRICHE.

Vienne. — Le gouvernement autrichien vient de mettre au compte de la Hongrie une partie de la dette publique. Une nouvelle révolution semble imminente si le gouvernement ne se prononce pas énergiquement en faveur des réformes sérieuses et hardies.

ESPAGNE.

Catalogne. Les réfugiés carlistes arrivent sur la frontière en nombre assez considérable, et s'organisent sous la direction de Marsal, Boquica, Estarut et autres chefs. Dès que ces bandes sont en nombre suffisant, elles passent la frontière. Les principaux points de réunion sont Saillagouse, Osséga et Saint-Laurent de Cerdans. Une bande nombreuse, partie de ce dernier point, battue et repoussée par les troupes de la reine, a dû battre en retraite précipitamment, et est arrivée à Las Illas. Le désarmement de ces hommes a été ordonné par le commissaire général du département, qui a vu avec raison dans leur présence en armes un danger ou un motif d'insécurité pour le commerce.

(*International de Bayonne.*)

ITALIE.

Le gouvernement provisoire de la Lombardie publie le bulletin suivant de Milan, le 21 avril :

Un courrier, arrivé du quartier général de l'armée piémontaise, apporte ces nouvelles : « Le roi Charles-Albert, ayant résolu de dégager la rive droite du Mincio et de resserrer l'ennemi dans Mantoue, a dirigé de ce côté, le 19, un corps de dix-huit bataillons, une brigade de cavalerie et trois batteries d'artillerie sous les ordres du général baron Bava.

« La colonne, arrivée à onze heures du matin en vue de la place, a commencé le feu, auquel a répondu le fort de Pradella et quelques pièces d'artillerie disposées au dehors; mais l'artillerie piémontaise, soutenue par la brigade Aosta, profitant des accidents de terrain, a forcé l'ennemi à se réfugier en pleine retraite dans la forteresse. Le roi est parti ensuite, par Castelluccio, pour Gozzoldo, où il a établi son quartier général.

« Le 20, sont arrivés à Volta des dragons autrichiens faits prisonniers à Villafranca. »

Faits divers.

Des mutations nombreuses vont avoir lieu dans le corps des commissaires de police.

On annonce aussi que le corps des officiers de police sera complètement supprimé, et que ceux seulement des employés qui le composent seront replacés dans d'autres services. On a pu remarquer du reste que depuis la révolution de février, les officiers de paix n'ont été requis en aucune circonstance, et que, notamment à la fête de la Fraternité de jeudi dernier, le service qui leur est attribué d'ordinaire a été fait par les gardiens de Paris.

— Un comité chargé de recevoir des enrôlements pour l'Italie vient d'être institué à Paris, passage Dauphine, 16.

— La Banque de France a reçu samedi en paiement plus de 100,000 francs espèces, ce qui n'avait pas eu lieu depuis longtemps. L'argent repartait; la preuve de ce que nous avançons, c'est que le change des billets de banque, qui était régulièrement coté la semaine dernière de 15 à 20 fr., a baissé à 8 fr., puis à 4, enfin à 2 fr. 50 c.; l'or, de 90 fr., a fléchi à 50 fr. offert.

— La légion du génie de la garde nationale est définitivement constituée; elle s'est réunie aujourd'hui à l'état-major, place du Carrousel. L'uniforme a été adopté. Cette légion se compose de douze compagnies de 240 hommes, plus l'état-major, ce qui porte l'effectif général à environ 3,000 hommes.

Le citoyen Rivière, ancien officier du génie, qui a été chargé de l'organisation, est porté candidat pour le grade de colonel; nous espérons qu'il sera nommé à la presque unanimité.

— Hier, à midi, a eu lieu le convoi de l'un des combattants de février, mort à l'hôpital des invalides civils des Tuileries. Tous les honneurs civiques ont été rendus à ce brave citoyen.

— Le maréchal Radetski n'a trouvé en Italie ni artillerie ni provisions de guerre. Une correspondance dit que sa dernière dépêche portait ces mots : « Je pourrai dévaster l'Italie, mais jamais la reconquérir. »

— On va dissoudre la garde de l'hôtel de la marine; cette garde est, comme on sait, composée de marins en congé ou en permission, et de soldats d'infanterie de marine qui avaient été envoyés par leurs corps à l'école de tir de Vincennes. La plupart des matelots vont entrer dans la garde républicaine; ils seraient volontiers restés au ministère où ils avaient à cet effet demandé des places de garçons de bureau; mais cette requête a été repoussée : on a pensé que jeunes, actifs et courageux comme ils sont, ils pourraient ailleurs rendre à la patrie de plus utiles services.

— Le projet de formation de deux nouvelles armées du Rhin et du Nord-Est se poursuit avec activité au ministère de la guerre. Déjà les cadres des 12^e et 17^e divisions qui doivent composer ces deux armées sont établis. Les généraux commandants sont désignés et les numéros des régiments des diverses armes fixés. Ces deux armées occuperont la ligne de nos frontières qui s'étend du département de la Manche jusqu'à celui du Doubs et se lieront ainsi à l'armée des Alpes.

— Les fortes quantités d'or arrivées à Paris, depuis quinze jours surtout, par des spéculateurs anglais ont eu pour effet de réduire sa valeur à Paris. Cependant la prime actuelle offre encore des attraites aux spéculateurs. Mais comme l'or commence à sortir de ses cachettes, nous pensons que les détenteurs de lingots de Paris ne seront pas contraints de chercher l'assistance extraordinaire pour suivre leurs opérations. La confiance une fois rétablie, nous verrons bientôt les exportations des métaux précieux cesser et notre or revenir en France.

— Hier, après midi, deux malfaiteurs s'étant introduits, boulevard Bonne-Nouvelle, 31, avaient déjà ouvert, à l'aide de fausses clefs, la porte d'un appartement, lorsque les locataires sont rentrés par hasard et ont donné l'alarme. Aussitôt les gardes nationaux du poste voisin ont été requis, et pendant que trois d'entre eux cherchaient la porte cochère, trois autres cherchaient partout, montaient même sur le toit, le sabre à la main, et enfin découvraient les deux voleurs postés derrière une cheminée. Ces deux hommes, jeunes, très-bien vêtus et d'assez bonne tournure, ont été conduits au poste au milieu d'une foule immense que cet événement avait attirée. A cinq heures du soir, l'un d'eux a été trouvé pendu aux barreaux de la fenêtre du corps de garde.

Bourse de Paris du 28 avril.

Le cours de la rente, ouvert en hausse sur le cours d'hier, a bientôt retombé par suite de réalisations importantes et à cause des bruits qui ont couru sur les troubles de Rouen. Toutefois, au moment de la clôture, on demandait en hausse sur le dernier cours.

Le décompte sur les bons du Trésor a varié de 55 à 52 p. 100.

Le 5 p. 100 ferme à 45 50 après avoir fait 48 au plus haut; le 5 p. 100 à 67 50 après avoir fait 70 fr.; la banque 1,395 après avoir débuté à 1,500, et enfin l'Orléans à 571 25 après avoir fait 580.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacraupe et Fertaux, rue Dauphine, 2.